

DÉBATS



« Commémorer fige l'histoire et exclut sa mission dérangeante »

Adieu le centenaire de 14-18, bientôt les 75 ans de la fin de la Seconde Guerre mondiale. La Belgique est-elle atteinte de commémorite aiguë ? L'histoire en est la victime, car priée de ne pas perturber le devoir de mémoire, s'alarme Nico Wouters, directeur du Centre d'études et de documentation guerre et sociétés contemporaines (Cegesoma).

ENTRETIEN : PIERRE HAVAUX • ILLUSTRATION : NADIA DIZ GRANA

La Belgique en fait-elle trop en matière de commémorations ?

Le problème n'est pas d'ordre quantitatif. Ce n'est pas qu'il y ait trop de commémorations, c'est qu'il n'y a plus assez d'histoire. Commémorer est une démarche tout à fait légitime et nécessaire, on ne saurait jamais trop se souvenir. Mais commémorer, ce n'est pas de l'histoire. Or, le déséquilibre entre ces deux éléments complémentaires est devenu énorme. Désormais, la commémoration existe en soi, au point de donner l'impression qu'elle n'a plus besoin de l'histoire. La coupure du lien est dangereuse parce que l'histoire a pour vocation de comprendre le passé et d'éviter son instrumentalisation dans le présent.

A quand remonte ce glissement interpellant ?

Selon moi, aux commémorations liées au 50^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1995. Il y a eu rupture. Les autorités politiques et administratives, en Flandre comme du côté francophone, se sont alors mises à recourir beaucoup plus intensivement à la politique mémorielle à des fins de commémoration et d'éducation. Parce que les autorités politiques issues d'une Belgique devenue fédérale devaient se construire une nouvelle légitimité. Et parce que l'émergence de l'extrême droite en Flandre, avec le

Vlaams Blok, a poussé à prendre en charge plus activement l'histoire afin de justifier le modèle démocratique. C'est aussi à ce moment-là que le statut de l'historien-expert qui faisait autorité s'efface et que s'est clôturée l'époque des ouvrages historiques qui faisaient référence, y compris dans le grand public puisqu'ils étaient de véritables succès de librairie.

Avec quelle conséquence ?

De faire émerger un devoir de mémoire que l'on peut résumer en une repolitisation de l'histoire. Alors que les historiens spécialistes de la Seconde Guerre s'étaient battus avec succès pour déconstruire les grands mythes politiques sur la collaboration et sa répression, la résistance, la Question royale, etc., l'histoire a intégré le « politiquement correct ». Et avec l'apparition de la Shoah comme le grand paradigme de l'interprétation de la Seconde Guerre mondiale, c'est une



Nico Wouters, directeur du Centre d'études et de documentation guerre et sociétés contemporaines (Cegesoma).

« LE PASSÉ EST PEUPLÉ DE ZONES GRISES MAIS TOUT S'APPRÉHENDÉ À PRÉSENT EN NOIR ET BLANC. »

vision très morale de l'histoire qui s'est imposée en même temps que le devoir de commémoration. Le passé est peuplé de zones grises mais tout s'appréhende à présent en noir et blanc, le sens de la nuance est sous pression et se perd. Aujourd'hui ressurgit la question des excuses de la SNCB pour sa participation à la déportation des Juifs : coupable ou innocente ? Or, ce dossier renvoie à l'enjeu autrement plus complexe de l'attitude globale des autorités belges sous l'occupation allemande. L'histoire est ainsi remplacée par un consensus de mémoire, simplifié, avec les bons d'un côté et les mauvais de l'autre. On est en phase de régression.

La commémoration nuit-elle finalement à l'histoire ?

Elle finit par la figer. Une commémoration est un processus émotionnel, un moment de communier avec le passé, →

→ que je ne conteste absolument pas. Mais elle est, par définition, politique, on dit d'elle par boutade qu'« elle ne dit pas grand-chose sur le passé mais sur le présent et le futur. » Elle délivre un message consensuel que l'histoire est priée de ne plus perturber. On attend de l'histoire qu'elle confirme que ce que l'on sait déjà. L'historien peut rester dérangeant, tant qu'il reste confiné dans son milieu académique, entre confrères

qui débattent entre eux. Son rôle critique est toléré pour peu qu'il ne perturbe pas le devoir de mémoire et qu'il se tienne à l'écart des débats sociétaux. En somme, on a exilé les historiens, on les cantonne dans « une réserve d'Indiens » où ils peuvent exercer sans entraves leur liberté académique. Mais une commémoration devrait pouvoir évoluer sous l'effet de connaissances apportées par la recherche historique.

Elle ne serait rien de plus qu'une caisse de résonance des visions historiques bien établies ?

En quelque sorte. On croit tout savoir sur la Seconde Guerre mondiale alors qu'il reste des pans entiers ignorés parce qu'insuffisamment explorés. Mais je ne vois aucun grand projet de recherche historique se dessiner en vue de la commémoration du 75^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre. L'opportunité

« Une commémoration offre aux gens de participer à l'écriture de l'histoire »

Pierre-Alain Tallier, chef de la section contemporaine aux Archives générales du Royaume, souligne l'effet stimulant du centenaire de 14-18 sur la mobilisation populaire. Attention tout de même à l'effet de mode.

ENTRETIEN : PIERRE HAVAUX

Une commémoration chasse l'autre. On en attraperait le tournis...

Le créneau n'échappe pas au phénomène du zapping. Cette évolution peut poser question lorsqu'on est amené à passer ainsi d'un événement à l'autre sans relativiser leur importance et leur poids les uns par rapport aux autres. Entre la commémoration du centenaire de 14-18 et le 40^e anniversaire de l'apparition du mouvement punk, on ne se situe pas dans le même degré d'influence sur le cours de l'histoire, sans vouloir nier l'impact de ce courant musical sur la société...

Que révèle un tel engouement pour les aspects mémoriels ?

Une commémoration, c'est un peu comme un millefeuille, avec ses différents niveaux et ses différentes personnes

qui commémorent : les historiens et opérateurs de mémoire, les Etats et les politiques, les opérateurs semi-publics ou privés qui vivent des commémorations pour monter les grandes expositions à caractère historique, les maisons d'édition. Il faut aussi tenir compte des groupes de pression comme les anciens combattants, encore présents pour ce qui concerne la Seconde Guerre mondiale. Et puis, il y a bien sûr le grand



Pierre-Alain Tallier, chef de la section contemporaine aux Archives générales du Royaume.

public, finalement le groupe le plus important. La commémoration revêt donc des dimensions cognitive, économique et politique qui s'entremêlent sans se recouper nécessairement. C'est ce qui fait sa diversité et sa richesse. Au total, on estime que quelque 85 millions d'euros auront été investis par tous les niveaux de pouvoir dans les commémorations liées au centenaire de 14-18, dont la moitié rien que par la Flandre. C'est énorme.

Un effet de lassitude, voire de rejet, ne risque-t-il pas de s'installer ?

Le risque existe, tout dépend du message délivré lors d'une commémoration. Il faut éviter de verser à l'excès dans la dimension touristique et mercantile de l'événement commémoré et veiller pour cela à ce qu'il y ait un discours historique qui esquivé l'écueil du simplisme.

d'obtenir des financements publics est conditionnée par le choix de thématiques déjà bien connues qui ne viendront que confirmer les initiatives commémoratives. C'est l'approche sécurisante. Le cadre historique est établi, il doit être évident pour tout le monde. Ce sont les conditions d'une recherche historique indépendante qu'il faut créer et non une commémoration bien déterminée qu'il faut promouvoir.

Une commémoration, c'est une belle occasion de réconcilier les gens avec l'histoire ?

J'ignore s'il y a un besoin réel de réconciliation. Mais une commémoration peut amener les gens à appréhender l'histoire d'une autre manière en leur permettant de participer à son écriture. Le centenaire de la Première Guerre mondiale aura vu le public apporter beaucoup de réponses et soulever aussi pas mal de questions. On a assisté, durant quatre ans et demi de commémorations, à un impressionnant retour dans les greniers et les caves pour ramener à la surface des objets et documents d'époque : pièces d'uniforme, casques, lettres et journaux de guerre de militaires mais aussi de civils, de réfugiés et de prisonniers. Les gens se sont questionnés sur la vie de leurs ancêtres en 14-18. Cela révèle un intérêt croissant pour la vie familiale et on peut y voir l'effet du vieillissement de la population et d'un accroissement du temps libre. La commémoration a donc un effet stimulant et peut contribuer à faire progresser la discipline historique. Le quotidien jusqu'ici méconnu de certaines catégories d'individus a pu être mieux éclairé.

La connaissance historique d'un événement s'en porte-t-elle nécessairement mieux après sa commémoration ?

Le centenaire de 14-18 a eu un effet salutaire sur les financements de la recherche historique. La période 2013-2018 a

La lutte pour rétablir l'équilibre est trop inégale ?

Une commémoration, c'est une énorme machine qui se met en branle, animée par des acteurs politiques, muséaux, médiatiques, commerciaux qui créent une mobilisation culturelle énorme et s'autolégitiment en prétendant faire de l'histoire. Je ne plaide absolument pas pour un retour au monopole des historiens mais je veux tirer la sonnette d'alarme

sur cette confusion des rôles consciemment et insidieusement créée. Aux historiens de refuser d'abdiquer, de reconquérir le terrain perdu, de défendre leur expertise et leur vocation qui est de remettre constamment le passé en question à la lumière de nouvelles perspectives. Ils sont là pour agir comme une boussole qui doit aider à s'orienter correctement entre les faits historiques pour éviter les écueils de leur instrumentalisation. ▽

engendré quelque 5 050 publications à caractère historique en tous genres consacrées à la Grande Guerre, avec un pic de 1 760 publications rien qu'en 2014. Ce boom n'a pas toujours échappé à la caricature, comme dans le cas de certaines études consacrées à l'histoire de l'histoire de la mémoire ou à l'histoire de la mémoire de la mémoire.... Au-delà de cette boutade, le phénomène commémoratif a aussi stimulé l'exploration de nouvelles thématiques, davantage dans l'air du temps : l'histoire du genre, la sexualité des soldats durant la guerre. Mais il faut rester attentif à l'effet de mode.

La commémoration peut aussi virer au grand spectacle. Le bicentenaire de la bataille de Waterloo, en juin 2015, a-t-il aidé à mieux comprendre l'épopée napoléonienne ?

Il est difficile de soutenir que la reconstitution de la bataille ait été un succès magistral. Les opérateurs de l'événement

avaient vu grand mais visiblement sans prendre connaissance de l'impact réel des techniques de combat de l'époque. La poudre noire utilisée lors de la première reconstitution a occasionné des dégagements de fumée qui ont gâché la vue de spectateurs repartis déçus. Cela illustre le fossé qu'il peut y avoir entre ce que les gens connaissent, ce qu'ils espèrent et ce qu'ils ont réellement vu.

Le monde politique est-il toujours à la hauteur des enjeux commémoratifs ?

Les décideurs politiques ont tendance à trop se cantonner à l'événement lui-même. Saisir l'occasion d'une commémoration pour déplorer la guerre et les massacres, c'est très bien mais qu'est-ce que cela change à la situation actuelle en matière de vision et de comportements ? Le besoin de commémorer peut être aussi plus fort que la réalité historique. Le cas s'est récemment présenté avec un projet visant à commémorer la mémoire oubliée des infirmières belges tuées dans l'exercice de leur mission pendant la Seconde Guerre mondiale. Les discours étaient pratiquement écrits, la plaque commémorative sur le point d'être gravée, il ne restait plus qu'à faire appel à l'historien pour qu'il valide les conclusions et qu'il enduise le tout d'un vernis scientifique. On s'est alors aperçu qu'apparemment, aucune infirmière belge n'avait été tuée durant la dernière guerre... ▽

« LE CENTENAIRE DE 14-18 A SUSCITÉ UN IMPRESSIONNANT RETOUR DANS LES GRENIERS ET LES CAVES POUR EXHUMER DES OBJETS D'ÉPOQUE. »